

ATTESTATION DE NON-EMPLOI DE TRAVAILLEURS ÉTRANGERS

(au regard des articles D8254-2 et L5221-2 du Code du travail)

Je, soussigné Mr / Mme <Nom et prénom du dirigeant>, agissant en qualité de <Fonction>, de la société <Raison sociale de la société> immatriculée sous le <Numéro SIRET>, dont le siège social est <Adresse de la société>,

Atteste sur l'honneur que :

1. La société n'emploie pas de salariés étrangers entrant dans le cadre des articles D8254-2 et L5221-2 du code du travail
2. Dans le cas où cette situation changerait, la société s'engage lors du renouvellement des documents obligatoires imposé par l'article L. 8222-1 du code du travail à déclarer ses salariés étrangers dans les conditions établies par les articles D8254-2 et L5221-2 du code du travail.

Je déclare avoir pris connaissance de l'article 441-7 du code pénal (ci-dessous).

Fait à <Ville>, le <Date du jour>,

Signature du dirigeant et cachet de l'entreprise

Article 441-7 Code Pénal :

- « Indépendamment des cas prévus au présent chapitre, est puni d'un an d'emprisonnement et de 15000 euros d'amende le fait :
- 1° D'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ;
- 2° De falsifier une attestation ou un certificat originellement sincère ;
- 3° De faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié.
- Les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 € d'amende lorsque l'infraction est commise en vue de porter préjudice au trésor public ou au patrimoine d'autrui ».